

CONDITIONS DE LOCATION BATEAU SANS EQUIPAGE

ARTICLE 2 - ANNULATION PAR LE CLIENT

- A. La période pour laquelle a été conclu le présent contrat ne peut être modifiée qu'avec l'accord du Opérateur de Flotte et dans la limite de ses possibilités. Toute résiliation devra être notifiée par courrier à l'opérateur de Flotte ou à son représentant.
- B. Toute modification du présent contrat sera considérée comme une annulation et entraînera des frais de dossier équivalents à 10% du montant total de la location avec un minimum fixé à 100 euros, sauf accord écrit de l'opérateur de flotte ou de son représentant.
- C. L'acompte restera la propriété de l'opérateur de flotte si le locataire demande la résiliation du contrat pour quelque raison que ce soit. Les frais d'annulation sont de 30 % jusqu'à 3 mois avant l'affrètement, de 50 % jusqu'à 6 semaines avant le début de l'affrètement et de 100 % 6 semaines ou moins avant le départ.
- D. Le montant total de la location reste la propriété de l'exploitant de flotte, que le client ait fait usage ou non du bateau pendant la période de location, quel qu'en soit le motif.
- E. En tout état de cause, si l'opérateur de flotte parvient à relouer le bateau réservé, il remboursera la totalité des acomptes versés, déduction faite des frais de dossier (2B). Dans le cas où le bateau n'est pas reloué pour une période identique, le calcul de l'indemnité se fera au prorata.
- F. Une assurance annulation peut être souscrite par le locataire, à son profit et à ses frais, pour couvrir les risques mentionnés aux sections B,C et D. Un exemplaire dudit contrat peut être adressé au locataire sur simple demande auprès de son agent.
- G. Si le bateau livré n'est pas en état de naviguer, soit en raison de l'absence d'un élément essentiel de sécurité, soit pour non-conformité à la réglementation, et si le loueur n'est pas en mesure de proposer un bateau aux caractéristiques identiques ou supérieures, le locataire pourra rompre le présent contrat et obtenir le remboursement des sommes versées sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité à titre de dommages et intérêts.

L'ARTICLE 3 - L'ANNULATION PAR L'OPERATEUR DE FLOTTE

- A. Au cas où, par suite d'une avarie survenue lors de la location précédente ou d'un empêchement quelconque indépendant de sa volonté, l'exploitant de la flotte ou son représentant ne pourrait remettre le bateau à la date convenue, il aurait pleine faculté soit à remettre au locataire un bateau de dimensions équivalentes ou supérieures ayant le même nombre de couchettes, soit à restituer les sommes versées sans que le client puisse réclamer des dommages et intérêts. Ledit remboursement serait effectué au prorata du nombre de jours correspondant à la privation de jouissance.
- B. Le gestionnaire de flotte ou son représentant se réserve le droit d'annuler la location pour non-respect des conditions de paiement. Dans ce cas, les acomptes versés ne seraient pas remboursés.

ARTICLE 4 - ASSURANCE BATEAU ET FRANCHISE

- A. L'opérateur de flotte déclare avoir souscrit une police d'assurance complète couvrant le client :
 - i. pour les dommages qu'il pourrait causer au bateau lui-même, à ses accessoires et dépendances, pour le vol total et le détournement, le vol partiel et le moteur. Le client reste son propre assureur jusqu'à concurrence de la franchise.
 - ii. pour le recours des tiers en matière de dommages matériels et corporels (responsabilité civile)
- B. Le paiement de la prime d'assurance est inclus dans le prix de la location.
- C. La police d'assurance ne couvre pas les personnes transportées à bord contre les accidents dont elles pourraient être victimes.
- D. L'exploitant de flotte est dégagé de toute responsabilité pour les pertes ou dommages relatifs aux biens personnels du client ou pouvant affecter le client et ses invités.
- E. Des assurances individuelles pour les personnes transportées peuvent être souscrites par le client à son profit et à ses frais, pour couvrir les risques mentionnés aux sections C et D.
- F. Pour la navigation aux Seychelles, la navigation de nuit est strictement interdite. Dans les Caraïbes, la navigation de nuit est interdite en l'absence d'une dérogation écrite spéciale de l'opérateur de la flotte.

ARTICLE 5 - PRISE EN CHARGE DU BATEAU

- A. En tout état de cause, la prise en charge du bateau par le Client intervient lorsque le solde de la facture a été payé ainsi que le dépôt de garantie et lorsque l'inventaire a été signé. L'Exploitant de la flotte doit fournir au Client un bateau en état de naviguer, équipé et assuré conformément aux lois et règlements édictés par les autorités compétentes pour la catégorie de navigation envisagée. Pour les départs des Caraïbes : Le contrat d'affrètement débute à 18h, cependant, le check in technique et le briefing carte auront lieu le lendemain matin suivant le début du contrat. Aucun départ de la base le premier soir du contrat.
- B. La description du bateau, de ses équipements et accessoires est incluse dans un inventaire qui doit être remis au client en même temps que les instruments officiels, les documents et équipements nautiques obligatoires, le document d'immatriculation et le certificat de sécurité du bateau (si applicable). Le client dispose de 24 heures à compter de la prise en charge du bateau pour vérifier son bon état et son équipement. La signature du document de prise en charge vaut reconnaissance par le Client du bon état de fonctionnement et de la propreté du bateau, à l'exception des vices cachés.

ARTICLE 6 - UTILISATION DU BATEAU - RESPONSABILITES - DOMMAGES

- A. Le Client s'engage à utiliser le bateau avec prudence, en se conformant aux règlements des Affaires Maritimes, des Douanes et de la Police de France ou des Seychelles et des ports d'escale étrangers. Les Clients mineurs doivent produire une autorisation écrite de leurs parents ou de leur tuteur.
- B. Le client affirme qu'il possède les connaissances et l'expérience requises pour la navigation qu'il envisage de faire, ainsi que les permis exigés par le département des affaires maritimes pour la conduite des bateaux.
- C. L'Exploitant de la Flotte ou son représentant se réserve le droit de refuser la livraison du bateau si le skipper ou l'équipage ne paraissent pas avoir la compétence suffisante nonobstant les références, certificats ou permis présentés, ou pour toute autre raison dont il est seul juge. Dans ce cas, le Client devra soit accepter de payer les frais d'un skipper professionnel, soit voir son contrat résilié, sans qu'aucune des sommes versées ne lui soit restituée et sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à des dommages et intérêts.
- D. En tout état de cause, si un skipper professionnel est engagé dans l'intérêt du bon fonctionnement du bateau, le client reste pleinement et entièrement responsable du bateau et de son équipage. Par conséquent, nous recommandons de remplir au préalable une décharge de responsabilité.
- E. Limitation des zones de navigation :
- F. Seychelles : Îles intérieures (la navigation de nuit est interdite)
- G. Caraïbes : de Saint-Martin au nord à Grenade au sud (navigation de nuit interdite sauf autorisation du chef de base) Zones interdites dans les Caraïbes : voir annexe 1.
- H. Le Client s'engage à n'embarquer que le nombre autorisé de personnes à bord. Il s'engage à n'utiliser le bateau que pour la navigation de plaisance à l'exclusion de toute opération commerciale, de pêche professionnelle, de transport, de régates, ou de toute autre utilisation. Le Client dégage expressément l'Exploitant de la Flotte de toute responsabilité en tant qu'armateur ou autre en cas de manquement à ces interdictions et supporte seul, vis-à-vis des Affaires Maritimes et des Douanes, les procès, procédures, amendes et confiscations qu'il encourt à ce titre. En cas de saisie du bateau loué par la faute du Client, celui-ci sera tenu de verser à l'Exploitant de la Flotte une indemnité contractuelle obligatoire correspondant au tarif de location en vigueur. En cas de confiscation, le Client sera tenu de rembourser la valeur totale du bateau dans un délai d'une semaine.
- I. Le Client est responsable de la tenue du journal de bord, dont une copie est fournie par l'Opérateur de la Flotte. Il s'agit d'un document dans lequel on doit inscrire les indications relatives à la navigation et un rapport sur tous les incidents et dommages relatifs au bateau et à la navigation.
- J. En cas de perte ou de dommage pendant la période de location résultant de l'usure normale du matériel, le Client est autorisé à prendre immédiatement l'initiative, sous sa propre responsabilité, de la réparation ou du remplacement si le montant ne dépasse pas 150,00 € du montant de la caution versée au moment du départ. Lesdits débours seront remboursables au moment de son retour sur présentation de la facture si le dommage ou la perte n'est pas dû à une faute ou une négligence de la part du Client ou des personnes transportées. Le Client doit obligatoirement consulter l'Opérateur de la Flotte pour toute réparation dépassant ce montant.
- K. En cas d'avarie grave (démâtage, fuite, incendie, etc...), le Client est tenu d'en informer d'urgence l'Exploitant de la Flotte ou son représentant ainsi que le courtier d'assurance et de demander des instructions. Dans l'attente de celles-ci, le Client est tenu de faire établir un rapport par un expert en avaries pour obtenir de la compagnie d'assurance le remboursement des sommes qui lui incombent. Au cas où le Client n'effectuerait pas cette formalité, il pourra être tenu de payer toutes les dépenses occasionnées par le sinistre.
- L. La perte de possession résultant des dommages survenus pendant la présente location ne fera l'objet d'aucun remboursement, même partiel, du montant de ladite location, quelle que soit la cause des dommages, sauf s'ils ne sont pas imputables au locataire. Même, dans ce dernier cas, une franchise de 48 heures sera appliquée.
- M. Il est strictement interdit de sous-louer ou de prêter le bateau.

L'ARTICLE 7 - LA RESTITUTION DU BATEAU ET DE LA CAUTION

- A. Le Client est tenu de regagner le port désigné dans les délais convenus par le présent contrat, à défaut d'accord amiable ultérieur confirmé par écrit. A son retour, le Client doit signaler sa présence à l'Exploitant de la Flotte ou à son représentant et prendre rendez-vous pour l'inventaire et l'inspection du bateau, l'inspection n'ayant lieu qu'après que tous les bagages et occupants aient quitté le bateau. Les temps de nettoyage et d'inventaire font partie intégrante de la période de location prévue au contrat.
- B. Chaque jour de retard donne droit à l'exploitant de la flotte à une indemnité équivalente à deux fois le prix journalier de la présente location, quelle que soit la cause du retard. Le mauvais temps ne peut être invoqué comme raison valable, le skipper devant prendre en temps utile toutes les mesures appropriées pour parer à cette éventualité.
- C. Si pour quelque raison que ce soit, le Client n'est pas en mesure de ramener lui-même le bateau au port de retour désigné, il devra en assurer la garde à ses frais et risques et faire ramener le bateau par un skipper qualifié, après en avoir informé par écrit le l'opérateur de Flotte ou son représentant. La location ne prendra fin qu'après la restitution du bateau à l'Exploitant de la Flotte dans les conditions prévues ci-dessus.
- D. Le Client est tenu de restituer le bateau et ses équipements en bon état de fonctionnement et de propreté. Si l'état de restitution est satisfaisant, le dépôt de garantie est restitué au Client dans le mois qui suit la restitution du bateau. En cas de désaccord avec les services, toute réclamation qui n'aura pas été présentée par écrit pendant la croisière au responsable de la base ne sera pas prise en considération. Le cas échéant, toute réclamation devra parvenir au gestionnaire de la flotte ou à son représentant dans un délai de trente jours après la fin de la location.
- E. Le yacht doit être rendu nettoyé à l'intérieur et à l'extérieur. Autrement, les frais de nettoyage sont à la charge du client.
- F. Si une détérioration ou une perte est constatée, tant du bateau ou d'un accessoire quelconque mentionné dans l'inventaire, le Client est tenu d'en payer la réparation ou son remplacement par un article identique. A cet effet, un montant pourra être déduit du dépôt de garantie.
- G. Si la détérioration ou la perte résulte d'un sinistre couvert par la police d'assurance prévue à l'article 4, le remboursement de la garantie sera différé jusqu'au paiement par la compagnie d'assurance des factures de réparation ou de remplacement. Le remboursement sera effectué après déduction de la franchise prévue et de tous les frais accidentels qu'aurait pu entraîner le sinistre (télégramme, téléphone, déplacement, rapports, garde, etc....).



- H. Le vol et/ou la perte de l'annexe et de son moteur hors-bord ne sont pas couverts par la police d'assurance et sont entièrement à la charge du client.

ARTICLE 8 - CONSOMMABLES

Sont à la charge du Client : les carburants, lubrifiants, bougies, gaz de cuisine, batteries électriques, les droits de port et péages éventuels, les pannes éventuelles et, d'une manière générale, tous les consommables nécessaires au bon fonctionnement et à l'entretien du bateau pendant la durée de la location.

ARTICLE 9 - LITIGES

Les parties signataires du contrat ont la faculté de soumettre leurs litiges relatifs à l'application du présent contrat au médiateur de la consommation : [CM2C](#). En cas d'absence de solution, la compétence est expressément attribuée aux tribunaux de Paris.

EIS FINANCE SARL

Siège Social: 65, Rue de la Croix • F-92000 Nanterre • Tel: +49 (0)7641 959 760
www.VPM-Yachtcharter.com • vpm@Bestsail.de



Sont à la charge du Client : les carburants moteurs, les lubrifiants, les bougies, le gaz de cuisine, les batteries électriques, les droits de port et péages éventuels, les pannes éventuelles et, d'une manière générale, toutes les matières consommables nécessaires au bon fonctionnement et à l'entretien du bateau pendant la période de location.

La compétence est attribuée explicitement aux tribunaux de Paris.

Attachement 1

ZONES DE NAVIGATION NON-AUTORISEES

OFF LIMIT ZONES

Ces zones sont interdites pour des raisons de sécurité ou de législation locale, la personne chargée de la mise en mains du bateau vous expliquera les raisons de ces interdictions et vous donnera conseils et indications avant votre départ en croisière. /

These areas are prohibited for safety reasons or because of local legislations, the dock master who has attended the chart briefing will explain to you why these zones are off limits and will give you other advice and information before departure.

Base of Saint Martin

- Oyster Pond
- Orient Bay: (si le vent est établi à plus de 30 nœuds / if the wind blows more than 30 knots)
- Ilet Pinel : Passe nord de l'île / The north passage
- St. Barth : Cul à quai au port de Gustavia + côte du nord /
Stern docking in Gustavia Harbor + north coast
- Anguilla: Côte sud + Shoal Bay + Island Harbour /
South coast + Shoal Bay + Island Harbour
- St Kitts – Nevis: Les "Narrows" / The "Narrows"
- Barbuda : Le seul mouillage autorisé est Cocoa Point /
The only authorised anchorage is Cocoa Point
- Antigua : Passe nord de Non Such Bay + Willoughby Bay + North Sound accessible uniquement par passe de Parham Sound /
The north passage of Non Such Bay + Willoughby Bay + North Sound is only accessible by the Parham Sound passage
- Saba

British Virgin & US Virgin Islands

En raison de changements dans la réglementation douanière, il n'est actuellement pas permis de visiter BVI ou USVI avec VPM Yachts.
Due to changes in the customs regulations, it is currently not allowed to visit BVI or USVI with VPM Yachts.

Base of Guadeloupe

- La Désirade
- Baie de Pompierre aux Saintes / Pompierre Bay at Saintes
- Pont de la Gabarre (rivière Salée)

EIS FINANCE SARL

Siège Social: 65, Rue de la Croix • F-92000 Nanterre • Tel: +49 (0)7641 959 760
www.VPM-Yachtcharter.com • vpm@Bestsail.de